

VERSION FINALE

# " Propositions 6ème Rapport sur la nutrition en Suisse "

**Rapport du Groupe de travail " Propositions 6ème RNS " de la Commission fédérale de l'alimentation COFA (2009)**

Ratifié de la Commission fédérale de l'alimentation COFA (2009) le 29 octobre 2009

© *et adresse de correspondance:*

Office fédéral de la santé publique

Division Sécurité alimentaire, Section Risques nutritionnels et toxicologiques

Stauffacherstrasse 101

8004 Zürich

Tel. 043 322 21 90, Fax: 043 322 21 99

## Sommaire

Composition du groupe de travail .....	3
Le mandat .....	4
Méthodologie .....	4
Références de base .....	5
Questions posées dans le mandat.....	8
1. Clarifier les rôles .....	8
2. Thèmes.....	9
2.1. Elaboration d'un nouveau RNS .....	12
3. Modèle de publication.....	15
3.1. Rapport principal: .....	15
3.2. Version populaire .....	15
4. Fréquence d'apparition .....	16
5. Forme de publication .....	17
6. But du rapport et public cible .....	18
6.1. Rapport principal .....	18
6.2. Version populaire .....	19
7. Remarque.....	19

---

## Composition du groupe de travail

---

### **Président :**

DARIOLI Roger, Prof. Emeritus, Universität Lausanne, Rue du Bugnon 44, 1011 Lausanne.  
[Roger.Darioli@hospvd.ch](mailto:Roger.Darioli@hospvd.ch)

### **Membres :**

Prof. BACHMANN Marco, Dr. sc. techn. Dipl. Lm.-Ing. ETH; Stv. Direktor Dept. Life Sciences und Facility Management der Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften, Dozent für Ernährung, Grüental, Postfach 335, 8820 Wädenswil.  
[marco.bachmann@zhaw.ch](mailto:marco.bachmann@zhaw.ch)

Prof. MEYER Katharina, Dr. Sportwiss. MPH, Med. Fakultät, Universität Bern, Inselspital, 3010 Bern.  
[meyer.katharina@bluewin.ch](mailto:meyer.katharina@bluewin.ch)

Mme MÜLLER Christine, Lm.-Ing ETH, Bundesamt für Landwirtschaft BLW, Sektion Qualitäts- und Absatzförderung, Mattenhofstrasse 5, 3003 Bern.  
[christine.mueller@blw.admin.ch](mailto:christine.mueller@blw.admin.ch)

---

## Le mandat

---

Ce mandat a été confié au Groupe de travail en mai 2008 par l'OFSP (Mme E. Camenzind-Frey) pour élaborer un nouveau concept pour la rédaction du 6<sup>ème</sup> Rapport sur la nutrition en Suisse, en tenant compte du rapport d'évaluation du 5<sup>ème</sup> Rapport sur la nutrition en Suisse publié en 2006 par Y. Kaufmann et al.

---

## Méthodologie

---

Le groupe de travail s'est réuni à 5 reprises à Berne pour élaborer son rapport en se basant prioritairement sur :

- a) le mandat écrit fourni par Mme E. Camenzind-Frey, de l'OFSP,
- b) le rapport final " Evaluation des Fünften Schweizerischen Ernährungsberichts 2005 " publié par Y. Kaufmann et al, econcept AG Forschung, Beratung, Projektmanagement, Zürich, septembre 2006,
- c) Analyse von Monitoring-Projekten in den Themenbereichen Ernährung und Bewegung in der Schweiz. Schlussbericht Dez. 2008,
- d) divers contacts, en Suisse et à l'étranger (Mrs Lideke Middelbeek, OMS Europe ; Prof I. Elmadfa, contact for the Consortium " European Nutrition & Health Report 2009 " ),
- e) les publications se rapportant à la nutrition qui figurent sur les sites de l'OMS, de l'OFSP, de la Société suisse de nutrition, de l'Institut national de la santé suédois et de la Finlande,
- f) l'entretien avec le Prof. U. Keller, Président actuel de la COFA.

---

## Références de base

---

**La loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI)** révisée du 9 octobre 1992 définit son but à l'art 1 :

- a) *de protéger les consommateurs contre les denrées alimentaires et les objets usuels pouvant mettre la santé en danger ;*
- b) *d'assurer la manutention des denrées alimentaires dans de bonnes conditions d'hygiène ;*
- c) *de protéger les consommateurs contre les tromperies relatives aux denrées alimentaires.*

Une innovation marquante a été apportée par l'inclusion d'un article 12 touchant à l'information du public. Celui-ci stipule :

- <sup>1</sup> *La Confédération veille à ce que le public soit informé des événements particuliers notables touchant la protection de la santé. Elle peut également informer le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de nutrition, utiles notamment à la prévention des maladies et à la protection de la santé.*
- <sup>2</sup> *Elle peut soutenir l'information et la recherche en matière de nutrition accomplie par d'autres institutions.*

Selon le "**Plan d'action de l'alimentation et la santé: une politique alimentaire pour la Suisse de 2001**", les Rapports sur la nutrition en Suisse (RNS) "*constituent un important élément d'information sur la santé. Ils offrent la possibilité de suivre à plus long terme l'évolution des habitudes de consommation de la population générale et de déterminer l'état nutritionnel de sous-groupes particuliers. S'y ajoute l'intérêt accordé aux données se rapportant aux facteurs de risque et à l'évolution des maladies dépendantes de l'alimentation, ainsi que de documenter les nouveaux développements dans le domaine de la nutrition et la santé*"

[\[http://www.bag.admin.ch/themen/ernaehrung\\_bewegung/05207/05215/index.html?lang=fr\]](http://www.bag.admin.ch/themen/ernaehrung_bewegung/05207/05215/index.html?lang=fr).

**L'étude nationale sur la nutrition (NANUSS)**, lancé par l'OFSP en 2006, vise à recenser la consommation de denrées alimentaires de la population suisse. Dirigé par l'OFSP, ce projet NANUSS poursuit les objectifs globaux ci-après :

- *Recensement continu de données actuelles et représentatives, en vue de cerner la consommation et la répartition d'énergie, de nutriments et de bonnes substances (vitamines, sels minéraux, composants végétaux secondaires, etc.).*

- *Recensement continu de données actuelles et représentatives, en vue de cerner la consommation et la répartition de substances indésirables (pesticides, métaux lourds toxiques, etc.) dans les divers groupes de population et d'âge.*
- *Les données recensées satisferont des exigences internationales en termes de qualité et serviront de base pour des recommandations en matière de nutrition (bonnes substances) et pour une évaluation des risques (substances indésirables).*

Les 1ers résultats de l'étude NANUSS ne devraient pas être disponibles en 2012.

**Le récent rapport national sur la santé 2008 " La santé en Suisse "** indique dans sa préface " la nécessité pour la recherche, les politiques et les autres acteurs de soins de santé de disposer régulièrement une vue d'ensemble et de faire le point sur ce domaine ".

Paru 15 ans après le " Gesundheitsbericht in der Schweiz ", ce nouveau rapport a été confié par la Confédération et les Cantons à l'Obsan, avec pour but de " décrire la santé de la population, les conditions sociales et les indicateurs de comportements dans la population qui influencent la santé et mettent en lumière le système de soins ". Ainsi que le relève l'auteur principale, ce rapport est le premier du genre à décrire la santé de la population à la lumière de ces déterminants sociaux. La Suisse est ainsi, après la Suède et la Finlande, un des premiers pays d'Europe à aborder la question de la santé sous l'angle des facteurs sociaux. Cette approche est liée à la conviction que la politique de la santé ne doit pas se limiter à garantir la prise en charge de personnes malades. Elle doit aussi contribuer à créer les conditions sociales nécessaires pour permettre à un maximum de personnes d'avoir accès aux ressources du système de santé, en éliminant avant tout les inégalités dans ce domaine. Il doit en effet aussi être montré comment la santé et les maladies sont réparties dans divers groupes socio-économiques, en considérant les hommes et les femmes séparément ainsi que toutes les étapes de vie, depuis l'enfance jusqu'à l'âge le plus avancé.

Le rapport " **La santé en Suisse** " cherche à répondre à cet objectif en faisant ressortir l'influence qu'exercent sur la santé des déterminants tels que le statut, la formation, les ressources sociales mais aussi le contexte familial et social. Il renvoie ainsi à des aspects devant permettre à tous les acteurs de la santé d'élaborer des solutions pour apporter des améliorations dans la santé publique. Il ressort de cette approche que l'objectif de la " vie saine " ne concerne pas seulement la politique de la santé au sens strict mais représente une tâche multisectorielle qui implique différents organes décisionnels dans la société.

### **Les cinq rapports sur la nutrition en Suisse :**

Les deux premiers RNS datant de 1975 et de 1984 ont d'abord été publiés à l'initiative de la Commission fédérale de l'alimentation (COFA). Les trois autres RNS qui ont suivi en 1991, 1998 et 2005 l'ont été à l'initiative de l'OFSP. L'exécution de chacun des RNS a été confiée à une Commission de rédaction au sein de laquelle l'OFSP était représenté.

Si dans leur forme, ceux-ci sont demeurés similaires, en revanche leur contenu n'a cessé de s'enrichir (p. ex 564 pages pour le 3<sup>ème</sup> RNS de 1991, 649 pages pour le 4<sup>ème</sup> RNS de 1998 et 1076 pages pour le 5<sup>ème</sup> RNS de 2005). Le contenu hétérogène des RNS donne à penser que pour chacun d'entre-deux chacune des Commissions de rédaction ait élaboré son propre concept, en déterminant le choix des thèmes et des auteurs, au gré des données disponibles et des circonstances du moment. Si l'inventaire de ces RNS est riche, en revanche il n'a pas été conçu comme outil de monitoring de la nutrition, de ses déterminants et des répercussions sur la santé.

### **Evaluation du cinquième rapport sur la nutrition en Suisse :**

En 2006, l'OFSP chargea l'Institut indépendant econcept AG de procéder à une évaluation du 5<sup>ème</sup> RNS dans le but de fournir des bases décisionnelles pour la planification et la préparation du prochain rapport sur la nutrition, afin d'améliorer la qualité de la forme et du contenu de l'ouvrage. En bref, les auteurs résument les résultats de leur analyse comme suit :

" Un rapport sur la nutrition, oui, mais différent. La version intégrale doit être améliorée en particulier au niveau de la forme, les contenus sont en revanche appréciés. Concernant le concept du prochain rapport, les résultats vont dans le sens d'un changement en faveur d'une plateforme Internet. La version abrégée doit être améliorée tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, une définition plus claire du concept et des groupes cibles s'impose. "

---

## Questions posées dans le mandat

---

### 1. Clarifier les rôles

Durant ces dernières années, l'OFSP a joué de plus en plus un rôle de leader dans l'élaboration des RNS :

→ **Faut-il que l'OFSP maintienne ce rôle, ou le groupe de travail désigné par la COFA (EEK) doit-il travailler de manière autonome ?**

Au vu de l'importance des enjeux, il est hautement souhaitable que l'OFSP détienne la responsabilité de définir et d'attribuer le mandat à la COFA. Celle-ci devrait alors confier sa réalisation à un groupe de travail ad-hoc, en assumant le suivi et la validation de son contenu. Il ne serait pas souhaitable de voir le groupe de travail travailler de manière autonome, car ce serait courir des risques potentiellement évitables grâce au regard avisé de la COFA. Cette manière de procéder nuirait également à la crédibilité du RNS.

→ **A l'avenir, quel doit être le rôle de l'OFSP et quel rôle la COFA doit-elle prendre à l'avenir ?**

Considérant qu'un RNS représente, encore plus que par le passé, un outil indispensable pour la planification et l'élaboration multisectorielles de la politique de santé, cette action doit clairement résulter d'une volonté politique créditée au plus niveau. A l'instar du rapport national sur la santé 2008, le mandat devrait être validé par la Confédération et les Cantons, en le confiant à l'OFSP, comme ce fut le cas pour les trois derniers RNS.

A relever ici que le 3<sup>ème</sup> RNS de 1991 fut préfacé par Monsieur le Conseiller fédéral F. Cotti en tant que Président de la Confédération. En 1998, la préface du 4<sup>ème</sup> fut rédigée par Mme la Conseillère fédérale R. Dreyfuss, cheffe du DFI, alors que pour le 5<sup>ème</sup> RNS de 2005 cet " honneur " a été attribué à Mr le Prof. Th. Zeltner, Directeur de l'OFSP. Ce constat peut être interprété comme une marque de dévalorisation d'un tel outil de référence. Une délégation de compétences s'inscrivant vers le bas risquerait de nuire à la valeur accordée par nos autorités à l'importance de la nutrition sur la santé et à la crédibilité future des RNS.

C'est pourquoi, il nous paraît primordial qu'à l'avenir, la répartition des rôles se fasse comme suit :

1. L'**OFSP** se voit attribuer par les autorités fédérales et cantonales la mise en œuvre des prochains RNS, en définissant le mandat, en l'attribuant à la COFA et en lui allouant les ressources adéquates,
2. La **COFA** devrait avoir pour tâche de confier le mandat d'exécution à un groupe de travail ad-hoc, de veiller au suivi du mandat et de valider le contenu du rapport avant de le remettre à l'OFSP.
3. Le **groupe de travail** multidisciplinaire produit le rapport, conformément aux exigences formulées dans le mandat d'exécution, et le soumet pour validation à la COFA avant que celle-ci le rende à l'OFSP.

## **2. Thèmes**

**Les éléments contenus dans les rapports sur la nutrition servent d'instrument de suivi pour divers thèmes.**

- **Quels thèmes / chapitres faut-il maintenir pour pouvoir assurer cette surveillance continue dans le futur ?**
- **Faut-il couvrir si possible, comme par le passé, tous les thèmes pertinents liés à l'alimentation ou bien doit-on restreindre les thèmes choisis ?**

La comparaison des sommaires des trois derniers RNS montre une forte hétérogénéité des thèmes choisis. Notre analyse plus détaillée révèle également une grande diversité dans la manière dont les différents auteurs ont traité leur sujet. A noter aussi un constat répété sur l'état lacunaire des bases de données nécessaires qui devraient permettre de comparer au cours du temps les différentes composantes touchant à la disponibilité, aux choix et à la consommation des divers produits alimentaires. Il en va de même pour les habitudes alimentaires ainsi que leur impact sur la santé, qu'il s'agisse de la population générale ou de certains groupes spécifiques.

En somme, la lecture de ces rapports successifs indique que ceux-ci n'ont pas été conçus - au plan méthodologique - dans une optique multisectorielle faisant le lien entre l'alimentation et les déterminants de la santé, ni comme un outil d'aide à la décision pour une politique de santé, ni comme outil de monitoring " Nutrition-Santé ". En revanche, ils apparaissent comme un recueil de données polymorphes. A titre d'exemple, c'est à juste titre qu'on y trouve des données statistiques reproductibles consacrées à la consommation moyenne des principaux nutriments entre les 2<sup>ème</sup> RNS 1979-80 et 5<sup>ème</sup> RNS 2001-2002, d'où la possibilité d'effectuer un réel

monitoring grâce à l'existence d'un système officiel d'enregistrement de données qui se poursuit dans le temps. Par ailleurs, les derniers RNS contiennent un ensemble d'articles répartis en cinq, puis huit chapitres, dont la dénomination n'est pas superposable. Ceux-ci visent plus particulièrement à décrire les divers aspects nutritionnels dans la situation du moment. Le tableau 1 illustre bien ce phénomène, tant par l'augmentation progressive des thèmes traités, que par un manque de continuité dans leur choix au cours du temps. S'y ajoute enfin la forte augmentation du nombre de pages par article, celui-ci passant de 9.2 à 14.3. Cette hétérogénéité est donc source de difficultés à pouvoir comparer les données des différents rapports.

**Tableau 1 : comparaison des sommaires des 3 derniers rapports sur la nutrition en Suisse**

<b>3ème rapport (1991)</b>	<b>4ème rapport (1998)</b>	<b>5ème rapport (2005)</b>
<b>5 chapitres 58 articles en 534 pages</b>	<b>8 chapitres 64 articles en 624 pages</b>	<b>8 chapitres 72 articles en 1028 pages</b>
1. Disponibilité et consommation alimentaire : → 11 articles, 88 pages 2. Aspects toxicologiques & microbiologiques : → 16 articles, 133 pages 3. Comportements nutritionnels : → 11 articles, 123 pages 4. Maladies liées à la nutrition : → 10 articles, 99 pages 5. Recherche et connaissances en nutrition : → 10 articles, 91 pages	1. Consommation alimentaire : → 10 articles, 85 pages 2. Nouvelles technologies et alimentation : → 4 articles, 29 pages 3. Aspects toxicologiques & microbiologiques : → 7 articles, 77 pages 4. Etat nutritionnel et habitudes alimentaires : → 7 articles, 83 pages 5. Nutrition dans des groupes spécifiques : → 9 articles, 133 pages 6. Produits nutritionnels spéciaux pour améliorer la santé ou les performances : → 6 articles, 69 pages 7. Comment les mesures privées ou publiques influencent les comportements alimentaires : → 12 articles, 93 pages 8. Influences internationales de l'alimentation : → 9 articles, 55 pages	1. Choix et consommation alimentaires : → 7 articles, 99 pages 2. Nutrition dans des groupes spécifiques : → 13 articles, 235 pages 3. Sécurité alimentaire et conservation : → 9 articles, 123 pages 4. Maladies et facteurs influencés par la diète : → 14 articles, 235 pages 5. Nouvelles formes et nouveaux concepts d'alimentation : → 9 articles, 105 pages 6. Formation dans le domaine de la nutrition : → 5 articles, 41 pages 7. Campagnes et actions nutritionnelles : → 14 articles, 177 pages 8. Conclusions et perspectives : → 1 article, 13 pages
<b>→ 9.2 pages / articles</b>	<b>→ 9.8 pages / articles</b>	<b>→ 14.3 pages / articles</b>

Cette pluralité de thèmes traités n'était pas dénuée d'utilité dans le passé. Cependant, considérant que bon nombre de ces informations sont devenues facilement accessibles dans les revues scientifiques spécialisées, ce type de démarche ne répond plus aux besoins actuels. Par contre, les derniers RNS sont particulièrement lacunaires sur les facteurs d'influence touchant à

l'alimentation et ses répercussions sur la santé à travers les âges, qu'il s'agisse des facteurs individuels ou familiaux, culturels, socio-économiques, micro- et macro-environnementaux.

Comme autre désavantage réitéré, les RNS rendent problématiques les comparaisons internationales, y compris avec nos voisins immédiats tels que l'Allemagne et l'Autriche avec lesquels nous collaborons depuis plusieurs années, notamment dans le réseau D.A.CH. La demande d'adhésion au réseau européen ENHR-II (European Nutrition and Health Report Project) incluant 25 pays de la Communauté européenne semble avoir échoué en raison d'un manque de ressources nécessaires à la saisie harmonisée des données nécessaires à l'élaboration du Rapport 2009. De nouvelles démarches mériteraient d'être relancées par l'OFSP.

Enfin, les informations et prises de position concernant plus particulièrement la sécurité alimentaire, les allégations en faveur de certains produits alimentaires ou les recommandations nutritionnelles, elles sont le plus souvent dictées par de l'actualité ou par une avancée notoire des connaissances scientifiques. De telles informations sont aisément disponibles sur des sites web d'accès généralisé (sites de l'OFSP, Société suisse de nutrition, Fondation suisse de cardiologie, Ligue suisse contre le cancer, etc.). C'est également le rôle de la COFA de formuler des propositions pour combler les éventuelles lacunes. C'est pourquoi, ce type d'informations ponctuelles ne devrait plus prendre place dans un RNS qui devrait paraître à intervalle de 5 ans au moins. Seul serait judicieux un recueil portant sur la liste des produits faisant l'objet d'une surveillance alimentaire ainsi que les tendances observées dans ce domaine. S'y ajoute également le recueil des recommandations nutritionnelles tenant compte de leurs caractéristiques et de leur date de parution, à titre de monitoring.

→ **Selon quels critères, cela pourrait se produire ?**

Tenant compte de l'ensemble de ces éléments, notre groupe de travail juge nécessaire de définir préalablement un concept-cadre du prochain RNS qui doit servir prioritairement :

- a) d'instrument de surveillance périodique des habitudes de consommation alimentaires et de leurs déterminants, des changements observés et des lacunes à combler, dans une optique multisectorielle.
- b) d'instrument utile à la planification et à l'élaboration d'une politique de santé liée à l'alimentation.

## 2.1. Elaboration d'un nouveau RNS

### Concept cadre

Identifier les liens entre nutrition et santé et appréhender les problèmes dans une optique multisectorielle.

### Buts du rapport

- a) instrument de mesure des déterminants " nutrition-santé " dans la population générale et dans des sous groupes spécifiques, dans une optique multisectorielle ,
- b) contribution au débat actuel sur la politique de la santé ,
- c) instrument d'aide à la planification et à l'élaboration de la politique de santé ,
- d) instrument de surveillance périodique des mesures mises en œuvre, des changements observés et des lacunes à combler ,
- e) pont entre la science, l'enseignement, l'économie et la politique ,
- f) instrument de comparaison internationale.

### Prérequis

- Garanties d'une continuité des RNS :
  - a) la légitimité est garantie au plan politique ,
  - b) les ressources appropriées sont accordées ,
  - c) existence d'un appui technique suffisant et de bases de données sentinelles (p. ex NANUSS, ESS, etc.) ,
  - d) leur périodicité doit être définie.
- Concept évolutif, avec adjonction possible de modules nouveaux au cours du temps.

### Harmonisation/coopération internationale

Recherche d'une harmonisation/coopération à l'échelon international

- a) avec le réseau D.A.CH. (Deutschland, Österreich, Schweiz) ,
- b) avec le réseau E.N.H.R. (European Nutrition Health Report) ,
- c) autres.

### Public cible

- a) **Décideurs** : autorités politiques, autorités sanitaires ,
- b) **Intervenants** : milieux de la santé et des assurances, de l'enseignement, des sciences de la vie, de l'industrie agro-alimentaire, de l'agriculture, de la distribution alimentaire et de la restauration, de l'économie ,
- c) **Autres** : associations et personnes intéressées.

## **Contenu**

Les items contenus dans un tel rapport devraient :

- a) s'appuyer essentiellement sur des données statistiques et enquêtes ,
- b) Inclure les items suivants (selon disponibilité des données), par exemple en 5 chapitres :

### **Chap. I**

- structure du marché, marketing
- production, importation/exportation des diverses denrées alimentaires.

### **Chap II**

- accessibilité aux diverses denrées alimentaires (coûts), selon le niveau socioprofessionnel, les régions géographiques
- attitudes des consommateurs en matière de nutrition, boissons, activité physique, tabac.

### **Chap III**

- consommation des diverses denrées alimentaires et boissons (apports énergétiques, protéiques, glucidiques, lipidiques), selon le sexe, à travers les âges, selon le niveau socioprofessionnel, les facteurs culturels, géographiques, avec groupes spécifiques (p. ex. allaitement, sportifs, travailleurs de nuit, excès de poids, diabétiques).

### **Chap IV**

- recensement des données anthropométriques, déficiences en micronutriments (p. ex calcium, fer, iode, acide folique, sel), et d'indicateurs de santé en lien avec l'alimentation (M. cardiovasculaires, cancer, diabète, etc.).

### **Chap V**

- décrire les politiques de santé, nutritionnelle, agro-alimentaire en Suisse et
- si possible comparaison avec l'étranger (EU).

Le contenu devrait permettre de fournir des informations sur les 3 niveaux suivants :

- le savoir systémique : traitant de structures, processus, modalités du changement, etc. ,
- le savoir finalisé : se rapportant à la connaissance des objectifs des développements et scénarios souhaités dans l'avenir ;
- le savoir de transformation : portant sur le savoir comment passer de la situation réelle à la situation visée.

En somme, le contenu du RNS devrait s'appuyer sur les objectifs similaires contenus dans le European Nutrition & Health Report 2009 [<http://www.univie.ac.at/enhr>], tels que décrits ci-après :

1. **To describe food supply** considering Food Balance Sheets (FBS) of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) to calculate trends of food supply in Europe and specific European regions during the last decades with emphasis on the development of the supply of dietary energy; the plant and animal sources of energy in the diet; calories from major commodities in European countries; supply of products of animal origin / vegetables /fruits; supply of dietary fat (animal fat vs. vegetable oils); supply of selected food groups.
2. **To describe food availability** at the household level derived from household budget surveys (HBS) and post-harmonized within the DAFNE (Data Food Networking) project, an initiative funded by the European Commission; to compare the average daily individual food availability of European countries and to monitor trends within countries and European regions, whereas differences in the eating behavior of socio-demographic sub-groups will also be considered for those countries where data are available.
3. **To evaluate energy and nutrient intake as well as food consumption (including drinking water)** derived from national or regional dietary surveys at the individual level; to evaluate the nutritional status of the European population broken down by socio-demographic characteristics (sex, age, socio-economic status etc.).
4. **To collect and describe data on diet related health indicators and status** in Europe; including nutritional anthropometry (body mass index), physical activity, nutrient status, breast-feeding, tobacco use, alcohol consumption, prevalence data on non-communicable diseases (CVD, cancer, diabetes etc.) and deficiencies in certain micro-nutrients (e.g. iron, iodine, folate).
5. **To summarize food and nutrition policies at European/national level**, including food production policies (e.g. fruit and vegetables production); initiatives of the EC (e.g. " White Paper on A Strategy for Europe on Nutrition, Overweight and Obesity related health issues ", EU directive on food labeling/nutrient profiles), initiatives of the WHO/EURO (e.g. the forthcoming WHO/EURO Second Food and Nutrition Action Plan, the WHO/EURO Comparative analysis of nutrition policies in the WHO European Region.

→ **Doit-on si possible impliquer, comme ce fut le cas dans le passé, toutes les personnes qui travaillent dans le domaine de l'alimentation ?**

Non. Le choix des auteurs sera en adéquation avec les thèmes traités.

### **3. Modèle de publication**

#### **3.1. Rapport principal :**

**Au cours des dernières années, les rapports sont devenus de plus en plus volumineux. Cette critique est devenue fréquente.**

→ **A l'avenir ce rapport doit-il paraître en plusieurs volumes ?**

Non, un seul volume est souhaitable, avec un nombre de pages limité qui ne devrait pas dépasser 300, tel que cela figure dans les recommandations du rapport rédigé par Mme Y. Kaufmann et al en 2006. Ce chiffre pourrait être notablement réduit si l'on se réfère au European Nutrition and Health Report 2004 (Executive Summary Ann Nutr Metab 2004;48(suppl 2):1–16) qui tient en 16 pages ! Il sera judicieux de prendre connaissance du European Nutrition and Health Report 2009 qui est en cours de préparation pour publication.

→ **Le modèle utilisé jusqu'ici doit-il être maintenu ou être remplacé ?**

Pour les raisons citées ci-dessus, le modèle utilisé jusqu'en 2005 doit être remplacé pour que dans le futur, les RNS servent plus efficacement d'instrument de mesure des "déterminants santé-nutrition" et de monitoring. Une grande partie des articles qui avaient été inclus dans les rapports précédents n'a plus sa place ici, dans la mesure où ce type d'informations paraît régulièrement dans les revues scientifiques ainsi que sur les sites web spécialisés.

#### **3.2. Version populaire**

→ **Une version populaire doit-elle être encore élaborée ?**

Les critiques formulées sur la version populaire du 5<sup>ème</sup> RNS ont indiqué la faible utilité de ce document pour les diverses personnes interrogées. On peut retenir ici l'inadéquation entre le contenu et les attentes des différents groupes cibles. A l'heure où l'information d'aujourd'hui chasse celle de la veille, il est peu vraisemblable que la publication chaque 5 à 7 ans d'une monographie abrégée d'un rapport de 300 pages suscite un intérêt suffisant et durable au sein de la population pour justifier le travail et les ressources qui devraient être allouées à sa production.

En revanche, les points majeurs relevés dans le RNS devraient faire non seulement l'objet de communiqués de presse au moment de sa parution, mais également de compte-rendus et de recommandations disponibles sur le web [<http://www.bundespublikationen.admin.ch/>].

→ **Quels sont les critères applicables à l'élaboration d'une version populaire ?**

- **choix des sujets**
- **auteur**
- **forme de publication**
- **modèle**

Si la réalisation d'une version populaire du RNS telle que parue en 2005 n'est pas souhaitable, en revanche, il est possible d'envisager la publication en version électronique d'une brochure de type "**Statistique de poche des Assurances sociales en Suisse 2008**" [<http://www.bundespublikationen.admin.ch/>] qui peut avoir un intérêt en raison de la simplicité à la consulter. Devraient y figurer uniquement sous forme de quelques tableaux et figures, l'essentiel des données statistiques recensées, celles-ci étant assorties d'un bref commentaire. Le choix des données et leur mise en forme seraient alors confiés au groupe de travail chargé d'élaborer le RNS.

#### **4. Fréquence d'apparition**

→ **Les rapports doivent-ils paraître plus souvent que tous les 7 ans ?**

Si pendant de nombreuses années, le rythme de 7 ans semblait convenir, nul doute que la rapidité et l'ampleur des changements plaident pour un raccourcissement **de la périodicité à 5 ans**, comme cela a également été recommandé par Mme Y. Kaufmann et al. C'est également une même périodicité de 5 ans qui a été choisie par exemple pour la parution des enquêtes NANUSS, ESS et autres.

→ **Quel cadre temporel peut être considéré judicieux et faisable ?**

Un cadre temporel de 5 ans, coordonné avec la publication d'autres enquêtes périodiques de type sentinelles (par. ex l'ESS ou l'enquête NANUSS) nous semble des plus judicieux. Sous réserve de la disponibilité des ressources requises, cela devrait être faisable.

## 5. **Forme de publication**

### → **Les rapports doivent-ils être imprimés ou rendus disponibles en version électronique ?**

Vu les enjeux, il importe que ce type de rapport soit imprimé en versions allemande et française, avec résumés A/F/I et anglais. Le même "design" que celui choisi pour le "**Nationaler Gesundheitsbericht 2008**" pourrait être utilisé ici. Cette approche aurait l'avantage d'harmoniser entre eux la diffusion et l'accessibilité des rapports sur la Santé issus de l'OFSP. Toutefois, en plus de la version imprimée, il nous a paru souhaitable de pouvoir mettre à disposition des lecteurs une version PDF accessible sur le web.

### → **Une plate-forme Internet serait-elle un instrument de publication approprié ?**

Si l'on considère que ce document de référence, devrait avoir une périodicité de 5 ans, une plateforme internet comme mode de publication représente un lieu privilégié où sont réunis différents documents se rapportant à la nutrition et à la santé. En ce sens, cette forme de publication est adéquate (et elle peut être également payante) dans la mesure où elle est facilement et immédiatement accessible pour le plus grand nombre de personnes cherchant à s'informer sur ce sujet. De plus, les mentalités évoluent et il n'est pas certain que la préférence du plus grand nombre d'utilisateurs aille à la version papier. La publication récente de l'Enquête sur la santé en Suisse 2007, dans sa version intégrale, n'est publiée qu'en version électronique. En dépit de ces remarques, notre groupe de travail a estimé utile de prendre l'avis de spécialistes en communication et en édition, considérant que cette question dépassait notre champ de compétences.

### → **Comment une plate-forme Internet devrait-elle être organisée ?**

Nous référant à la définition de plateforme correspondant à un site, y compris électronique, où différents documents et services sont concentrés, le site web donnant accès aux publications de l'administration fédérale conviendrait très bien : <http://www.bundespublikationen.admin.ch/>.

### → **Doit-elle remplacer complètement la version papier ?**

Probablement non, mais l'avis de spécialistes nous paraît nécessaire.

## **6. But du rapport et public cible**

### **6.1. Rapport principal**

#### **→ Le RNS est-il un instrument de surveillance ?**

Oui, mais pas uniquement. Les buts du RNS sont détaillés en page 12 ci-dessus.

#### **→ Le RNS est-il un travail standard scientifique pour des personnes spécialisées, étudiants, les conseillères d'alimentation etc. ?**

Comme indiqué ci-dessus en page 12 le RNS est un instrument de mesure des déterminants majeurs " santé-nutrition " et de surveillance, dans une optique multisectorielle. Dès lors, il doit être élaboré avec toute la rigueur scientifique requise. Par contre, comme indiqué dans les priorités et le choix du public cible mentionnés en pages 12-13, son utilité doit déborder largement le cercle des personnes mentionnées ci-dessus.

#### **→ Le RNS doit-il servir de base pour l'élaboration de programmes, de politiques etc. ?**

Oui, au vu des données épidémiologiques qui indiquent une nette aggravation du fardeau des maladies liées à l'alimentation, nul doute que le RNS doit servir d'instrument indispensable pour y faire face, en élaborant des politiques et programmes de santé appropriés, et en y ajoutant une surveillance périodique.

#### **→ Le RNS doit-il être orienté sur des aspects pratiques ou fournir l'information sur les connaissances scientifiques actuelles?**

En tant qu'instrument de mesure et de surveillance, le futur RNS ne devrait pas correspondre à une encyclopédie scientifique, pas plus qu'à un recueil de recommandations pratiques nutritionnelles. En revanche, il doit être orienté sur le contenu défini en page 12. Toutefois, ainsi que le montre le chapitre Outlook de l'European Nutrition and Health Report 2004, des recommandations pratiques découlant des constatations produites dans le rapport doivent y figurer.

## 6.2. Version populaire

→ **Qui est le public cible ?**

→ **Doit-elle contenir des propositions/recommandations pour des programmes, des politiques etc. ?**

→ **Doit-il être orientée sur des aspects pratiques ?**

Ce type de document peut être abandonné pour les raisons indiquées ci-dessus en page 15-16. Par contre, il nous paraît recommandé d'élaborer une version électronique d'une brochure qui pourrait s'intituler "**Statistique de poche des habitudes alimentaires en Suisse et de leur déterminants**".

## 7. Remarque

→ **Lors de l'élaboration du concept, on doit veiller à ce qu'il soit aussi transposable. C'est à dire qu'il contienne des propositions qui peuvent être réalisées par l'OFSP et par la COFA.**

Cette remarque a été prise en compte. Le prochain rapport devrait donc être conçu d'abord comme un instrument de monitoring permettant de suivre les habitudes de consommation alimentaire, leurs déterminants et leur impact sur la santé, dans une optique multisectorielle, ainsi que comme une aide à la planification et l'élaboration de la politique de santé. Son contenu, devrait être adapté aux données statistiques disponibles, avec l'addition au cours du temps de compléments utiles, tout en conservant ses capacités de surveillance de l'évolution des tendances.

Prof. Dr. Katharina MEYER

Frau Christine Müller

Prof. Marco Bachmann

Prof Dr. med. Roger Darioli

Lausanne, 28 August 2009